



# ARD

## Alliance Républicaine pour le Développement

### Journal Réalité - Edition mensuelle de Février 2019 – République de Djibouti

Président de l'Alliance républicaine pour le développement (ARD) : Adan Mohamed Abdou

Directeur de publication : Mahdi Ibrahim God # Rédacteur en chef : Maki Houmed-Gaba

#### SOMMAIRE

#### EDITORIAL

Éditorial du directeur de publication .....	1
Communiqué de l'USN Du 26 février 2019 .....	2
Février 2019 : au fil du mois... ..	3
Message du Comité de Soutien à Mohamed Kadamy .....	4
Communiqué de l'ARD en Europe.....	6
Réunification des deux branches ARD..	7
Interview du président du FRUD .....	8
Déraisons d'États, par Mohamed Ali Abdou.....	11

\*

**ALLIANCE REPUBLICAINE POUR LE DEVELOPPEMENT**

**ARD – FONDEE LE 2 AVRIL 2002 A DJIBOUTI**

\*

**www.ard-djibouti.org**  
**realite\_djibouti@yahoo.fr**  
**@ARD\_Djibouti**

\*

Page 1/12

#### EDITORIAL, par Mahdi Ibrahim God

Deux nouvelles : Une Bonne et Une mauvaise.

La bonne d'abord :

C'est au terme d'un travail de coulisses et face à l'expropriation idéologique du RPP que les dirigeants, les militantes et militants de l'ARD comme de l'USN ont mis fin à la prédation animale d'un régime en phase terminal. Il s'est agi d'une coordination responsable pour renouveler la résistance dans toute sa continuité pour l'avènement de la Démocratie et de l'État de Droit. C'est tout le contraire des « voleurs à l'arrachée » de la politique qui ingurgitaient, affalés, le monologue du mal élu président.

C'est chose faite. L'USN renouvelle ses marques et se réorganise pour donner un sens plus fort à son combat dans l'Unité et la confiance retrouvées. Quant à l'ARD, une émanation de la lutte armée et pacifique contre le régime, elle vient de clore le chapitre douloureusement passager de ses contradictions pour aboutir à un Congrès Unitaire dans les prochains jours. Je n'en doute pas que cette volonté fortifiera davantage la consolidation du combat puisqu'il est ce parti porteur du flambeau de la victoire inéluctable.

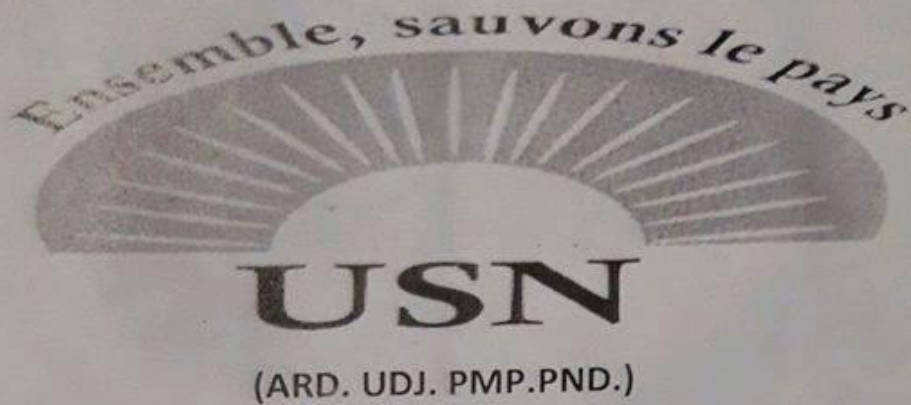
La mauvaise, ce que je ne m'attendais pas à ce qu'un ancien colon puisse non seulement être décoré par le régime liberticide mais qu'il revendique le même titre tant adoré par un ex-président « le père de la nation Djiboutienne ». Une honte toute bue. Un proverbe local dit « *Doqoni cad iyo caano midna male* ». C'est exactement un dicton qui résume le régime et son prêcheur.

Seulement, ce n'est pas un accident de parcours (à la veille de l'anniversaire du parti-État) mais plutôt une continuité dans la collaboration d'une autre nature avec la France coloniale. Car, la politique et sa pratique ne sont pas le fruit d'un hasard mais le travail d'une conviction quelle qu'elle soit. Il y a un élément déclencheur de cette situation catastrophique de la gestion du pays par un seul parti aux lendemains de son indépendance. Cet élément a un père dont les convictions politiques ont toujours été tortueuses et que l'itinéraire à l'aube de l'indépendance lui a ouvert le sésame du pouvoir pour la simple raison qu'il fait remplacer Aref par un autre béni-oui-oui, cette fois-ci issu de l'autre communauté titrée dans le pays : Gouled, une roue de secours de la France.

Cet embarrassant personnage que même les pays voisins redoutaient à son arrivée au pouvoir a donc légué à son neveu, bras oppressif du RPP, un pays vidé de ses vrais responsables politiques et un peuple meurtri. « *Adaa buurane ku bodbod* » avait dit une militante célèbre de l'Opposition.

Cette situation est résumée par une photo diffusée hier sur les réseaux-sociaux montrant une vieille dame enveloppée du drapeau national livrant un « doigt d'honneur au RPP ». Quel régal que cette image ! Les jours du système mortifère sont assurément comptés.

A la mobilisation du peuple !



Djibouti le 26 février 2019

**COMMUNIQUE DE PRESSE**

Les responsables des partis de l'opposition **ARD** (alliance républicaine pour le développement), **UDJ** (union pour la démocratie et la justice), **PMP** (parti pour le mérite et le progrès) et **PND** (parti national démocratique) soucieux de reconstituer l'**USN** se sont réunis le 26 février 2019 et ont analysé la situation politique nationale. Les participants ont décidé de relancer la coalition **USN**, de mettre en place un programme susceptible de gagner l'adhésion de toutes les forces politiques de l'opposition.

Au cours de cette session **Adan Mohamed Abdou** président de l'**ARD** a été désigné et élu **président de cette nouvelle coalition USN** (dont il était jusque le coordinateur) ouverte à toutes les formations de l'opposition et démocrates qui souhaitent un vrai changement dans notre pays.

Le président de l'**ARD**

**Adan Mohamed Abdou**



Le président de l'**UDJ**

**Said Houssein Robleh**



Le président du **PMP**

Tel: 77 84 49 59

**Djama Abdourahman Ndoleh**

Le vice président du **PND**

**Ismael Abdourah Doualeh**

## Communiqué de presse de l'Union pour le salut national (USN)

Les responsables des partis de l'opposition ARD (Alliance républicaine pour le développement), UDJ (Union pour la démocratie et la justice), PMP (Parti pour le mérite et le progrès) et PND (Parti national démocratique) soucieux de reconstituer l'USN se sont réunis le 26 février 2019 et ont analysé la situation politique nationale.

Les participants ont décidé de relancer la coalition USN, de mettre en place un programme susceptible de gagner l'adhésion de toutes les forces politiques de l'opposition.

Au cours de cette session, Adan Mohamed Abdou, président de l'ARD a été désigné et élu président de cette nouvelle coalition USN (dont il était jusque là coordinateur) ouverte à toutes les formations de l'opposition et démocrates qui souhaitent un vrai changement dans notre pays.

Signataires :

Adan Mohamed Abdou, pour l'ARD

Saïd Houssein Robleh, pour l'UDJ

Abdourahman Djama Andoleh, pour le PMP

Ismaël Abdillahi Doualeh, pour le PND

Djibouti le 26 février 2019

## Février 2019 : au fil du mois

**Grande mobilisation de la diaspora djiboutienne** ce vendredi 1<sup>er</sup> mars à Bruxelles en faveur de l'opposant Mohamed Kadamy, menacé d'extradition. La diaspora djiboutienne de toutes régions, toutes tendances et toutes générations, a répondu présent pour exprimer sa solidarité et s'est réunie devant la Commission Européenne. Manifestants surgis de France, Allemagne, Suède, Norvège, Pays Bas, Royaume Uni... \*

### **Le RPP fête ses 40 ans ce lundi**

La secte alimentaire constituée à Dikhil en mars 1979 s'apprête à célébrer son 40<sup>e</sup> anniversaire malgré son terrible passif : un conflit civil à l'origine de pertes en vies humaines et des accords de paix jamais respectés, répression, torture, prédation et division des communautés nationales, le tout dans un pays surendetté. \*

### **Liban Abdourahman Mohamed, détenu d'opinion et membre du parti d'opposition MRD, est en grève de la faim depuis le 20 février 2019.**

Liban croupit à Gabode depuis 5 mois après sa mise sous mandat de dépôt le 8 octobre 2018. Il est accusé de tentative d'homicide sur un cadre du régime. La santé de Liban Abdourahman est actuellement en danger. \*

### **Abdisalam Ismail, jeune activiste et membre du parti d'opposition RADD, est incarcéré à Gabode depuis le 21 octobre 2018**

au motif qu'il aurait partagé sur les réseaux sociaux des images d'Ismaël Omar Guelleh somnolant dans son fauteuil au cours d'une conférence internationale. \*

### **Interview d'IOG sur France 24 depuis Addis-Abeba**

Dans un entretien accordé à France 24 en marge du 32<sup>e</sup> sommet de l'Union africaine le 11 février dernier, Ismail Omar Guelleh a accusé l'opposition djiboutienne basée à Bruxelles et l'exécutif français de manipulation dans l'affaire de la plainte pour Biens mal acquis déposée en France contre sa famille. Il s'est dit prêt pour un 5<sup>e</sup> mandat si le peuple le lui demandait. \*

**Sauvez Abdi Robleh Qarchileh !** Un appel solennel est lancé par les Djiboutiens à la solidarité avec Abdi Robleh Qarshileh. Le concepteur de l'hymne national est gravement malade alité dans son lit depuis des semaines sans électricité et sans soins. \*

**Le domicile du président de la Ligue djiboutienne des droits humains (LDDH) Omar Ewado a été perquisitionné** et son matériel informatique saisi le 6 février 2019, soit une semaine après l'interview donnée le 30/01 sur TéléSud par Mohamed Alexis, le chargé de mission d'Ismaël Omar Guelleh en France. Hasard ou coïncidence, Alexis Mohamed avait été brocardé au cours de cette interview par le journaliste Hamed Paraiso concernant l'existence d'exactions graves dans le nord du pays dénoncées par la LDDH, mais totalement ignorées par celui-ci.

**Message du Comité de Soutien à Mohamed Kadamy**  
**COMITE DE SOUTIEN A MOHAMED KADAMY**  
**Information N°01 du 26 février 2019**

Résistant djiboutien sous la menace d'une lourde peine sur la base d'une commission rogatoire  
djiboutienne

Chers Amis,

Chers membres du Comité de soutien à M. Mohamed Kadamy,  
Merci pour votre soutien apporté à M. Mohamed Kadamy, exilé djiboutien et réfugié politique en France, dirigeant du FRUD (Front pour la restauration de l'Unité et de la Démocratie), et figure emblématique de la résistance démocratique au régime dictatorial djiboutien.

Le comité de soutien rassemble désormais plus de 750 soutiens.

Lors de la réunion du 25 février 2019, Mme Marie-Christine Vergiat, députée européenne qui a toujours soutenu nos actions de résistance et de vérité face aux exactions, tortures, emprisonnements et menaces du régime djiboutien en place (classé 173e sur 180 pays en 2018 par Reporters sans frontières), a accepté de prendre la présidence du Comité de Soutien.

Les faits

M. Mohamed Kadamy a été convoqué, puis mis en examen par un juge d'instruction français le 13 février dernier, sur commission rogatoire de la justice djiboutienne ... pour l'incendie de trois véhicules à Marwaleh en septembre 2015, alors même qu'il était lui-même en France ; cette mise en examen étant réalisée par l'un des plus importants juges d'instruction en France, le Vice-président du Pôle Financier du TGI de Paris, habitué du traitement des plus gros dossiers judiciaires politico-financiers. (financements de partis, Bygmalion, Affaire Fillon, financements libyens de la campagne de M. Nicolas Sarkozy ...).

Pourquoi cette mise en examen, pour incendies de trois véhicules en territoire djiboutien, par ce juge financier français médiatique ? Est-ce pour un possible 'troc judiciaire' avec la justice djiboutienne, la procédure engagée contre M. Kadamy donnant ainsi à ce magistrat la possibilité de partir dès le surlendemain pour auditionner un 'témoin' capital, banquier intermédiaire-clé qui pourrait être impliqué dans l'affaire des financements libyens de la campagne présidentielle française de M. Nicolas Sarkozy.

Nous refusons que le vrai réfugié politique, résistant au régime dictatorial de Djibouti se retrouve menacé d'extradition, et/ou de graves conséquences pénales sur le sol français, pour avoir été utilisé comme 'monnaie d'échanges' pour des délits financiers auxquels il est étranger.

La situation aujourd'hui

M. Mohamed Kadamy est aujourd'hui mis en examen par le Juge Serge Tournaire, Vice-président au Pôle financier du Tribunal de Grande instance de Paris pour « avoir été complice par instigation des crimes d'atteinte à l'intégrité des personnes, de séquestration, de détournement de moyens de transport, d'extorsion et de destruction par l'effet d'un incendie de biens publics et privés dans le but de troubler gravement l'ordre public ». Il risque un jugement en cour d'Assises et il encourt une lourde amende.

Son avocat Me Bérengé-Tourné a déposé une demande en nullité de la procédure pour vice de procédure. La décision de la justice est attendue sur ce point. Notre vigilance demeure indispensable.

Nous vous tiendrons informés.

Les risques pour tous les réfugiés

Au-delà de la situation de M. Mohamed Kadamy, cette instrumentalisation des procédures judiciaires internationales est une première, et une première dangereuse pour tous les réfugiés politiques en France : elle constitue un effet une manœuvre malheureusement exemplaire pour d'autres états dictatoriaux qui pourraient / pourront utiliser ainsi le levier d'une 'commission rogatoire' pour instrumentaliser la justice française en leur faveur, et ainsi menacer leurs opposants démocratiques.

Ce détournement (légal) de procédure constitue une brèche dans le droit de tous les réfugiés politiques, en créant une sorte de 'mandat d'amener international' anti-réfugiés.

Pour l'avenir

Nous vous remercions aujourd'hui de votre geste de soutien, mais nous vous demandons aussi de maintenir votre vigilance pour l'avenir :

En relayant l'information à votre entourage pour que vos proches, amis et membres de vos réseaux, adhèrent eux aussi au Comité de soutien ; (<http://www.ardhd.org/comite-de-soutien-a-mohamed-kadamy/>).

En alertant vos élus dans vos territoires : conseils régionaux, conseils départementaux, députés, sénateurs, maires et conseillers municipaux, pour les inciter à agir et à tout le moins à adhérer eux aussi au Comité de soutien.

(Nous mettrons à votre disposition une lettre type, accessible sur le site de l'ARDHD vers le 7 mars)  
Vous pouvez aussi écouter les interviews de Mohamed Kadamy, et notamment l'interview du 23 février avec le journaliste Juan Salazar (<http://www.ardhd.org/.../23-02-2019-breve-1302-radio-video-j.../>)

Merci de votre soutien, continuez votre vigilance et votre résistance aux manipulations du régime anti démocratique de Djibouti.

Nous vous adresserons de nouvelles informations sur l'évolution de la situation et nous vous remercions de votre engagement.

Le Comité de soutien à Mohamed Kadamy

Fait à Paris, le 26/02/2019



**ARD**  
Alliance Républicaine pour le Développement

## COMMUNIQUE DE PRESSE

### **La répression politique bat un nouveau record en république de Djibouti**

La représentation de l'Alliance républicaine pour le développement (ARD) en Europe, membre fondateur de l'Union pour le salut national (USN) en 2013, s'insurge contre le déni de droits qui frappe gravement les Djiboutiennes et les Djiboutiens.

Arrestations et détentions arbitraires se multiplient en répression des moindres propos diffusés sur les réseaux sociaux, ultimes espaces de liberté d'expression aujourd'hui criminalisés pour un pays déjà interdit de presse d'opinion.

Le ministre de la justice et des affaires musulmanes, Moumin Ahmed Cheick, a adressé un message télévisé le 10 février courant sur la RTD (Radio Télévision de Djibouti), organe du gouvernement et unique média national, menaçant de poursuite pour diffamation les auteurs de posts critiques qualifiés de « délinquants d'un genre nouveau ».

Dans un pays où les organisations de l'opposition politique, syndicale ou de la société civile se sont vues délégalisées en représailles pour leur désir de démocratie et de libertés publiques, un semblant d'ouverture de dialogue politique destiné à abuser la communauté internationale a réuni la semaine dernière les seuls partis politiques membres ou affiliés à l'UMP.

L'opposant djiboutien réfugié en France, Mohamed Kadamy, est cité à comparaitre ce 13 février devant un juge du TGI de Paris sur commission rogatoire du gouvernement djiboutien pour des faits liés à des accrochages entre le Front pour la restauration de l'unité et la démocratie (Frud) et l'armée en 2015 à Djibouti, l'incriminé contestant toute implication.

Interviewé ce 10 février 2019 sur France 24 en marge du 32<sup>e</sup> sommet de l'Union africaine en Éthiopie, le chef de l'État djiboutien a affirmé que seul le peuple pourrait lui demander de se représenter ou pas pour un 5<sup>e</sup> mandat en 2021, passant sous silence la modification de la constitution en 2011 qui a fait lever la limitation du nombre de mandats présidentiels.

Ismaël Omar Guelleh a affirmé aussi à cette occasion avoir fait porté plainte pour diffamation contre la plainte pour biens mal acquis déposée à Paris en octobre 2018 pour « abus de biens sociaux, détournement de fonds publics, abus de confiance et corruption d'agents publics étrangers contre des membres contre des membres de l'entourage du président de Djibouti ».

La fuite en avant toute du régime outrageusement présidentiel démontre la perte de repères du gouvernement d'Ismaël Omar Guelleh, coupé de sa société civile et isolé dans la Corne de l'Afrique où il est maintenu à l'écart des réformes démocratiques initiées par Addis-Abeba.

Maki Houmed-Gaba  
Représentant de l'ARD en Europe  
Fait à Paris le 13 février 2019

REUNIFICATION DES DEUX BRANCS DE L'ARD le 1<sup>er</sup> mars 2019 à Djibouti



**Les deux branches de l'Alliance républicaine pour le développement (ARD) séparées depuis novembre 2014 ont scellé un accord de réunification de leur mouvement politique le vendredi 1<sup>er</sup> mars 2019. Nous y reviendrons dans les prochains « Réalité »**



**Interview du président de FRUD MOHAMED KADAAMY sur AFRIKARABIA**  
**Djibouti: l'opposition accélère, publié 27 Fév. 2019 propos recueillis par Christophe RIGAUD**

La pression monte entre le président djiboutien et ses opposants. Le pouvoir cherche à faire extraditer Mohamed Kadamy, le président du FRUD réfugié en France, alors que l'opposition, de nouveau rassemblée, exige désormais une transition démocratique à Djibouti.

**Afrikarabia : Vous êtes réfugié politique en France depuis 23 ans, pourquoi les autorités djiboutiennes cherchent aujourd'hui à obtenir votre extradition ?**

**Mohamed Kadamy :** Ce n'est pas la première fois que Djibouti essaie de faire extraditer ses opposants. Deux ans après l'indépendance, en 1979, le régime avait déjà demandé mon extradition de France parce que je faisais partie d'un groupe qui dénonçait les violations massives des droits humains au sein du centre d'information sur Djibouti (CID). En 1995, l'actuel Président djiboutien, qui était déjà l'homme fort du pays, a émis une commission rogatoire en vue de mon extradition sous prétexte qu'il aurait reçu une vidéo cassette piégée. A l'époque cela n'a pas dépassé l'audition policière et la perquisition de mon domicile. Djibouti a ensuite obtenu mon extradition par le régime éthiopien de Meles Zenawi. J'ai été incarcéré avec d'autres dirigeants et mon épouse à la prison de Gabode. Et 18 ans après mon arrivée en France le dictateur de Djibouti réclame de nouveau mon extradition vers mon pays.

**Afrikarabia : Vous avez été entendu par la justice française et mis en examen ?**

**Mohamed Kadamy :** Oui, à la demande des autorités djiboutiennes qui ont émis une commission rogatoire, j'ai été mis en examen par le juge Serge Tournaire le 13 février pour « *complicité par instigation de crimes d'atteinte à l'intégrité des personnes, de détournement de moyen de transport* », commis le 30 mars 2015 à Marwleh » dans la région de Tadjourah.

**Afrikarabia : Vous dénoncez un « marchandage » entre la France et Djibouti, de quoi s'agit-il ?**

**Mohamed Kadamy :** Ce sont des journalistes qui ont découvert le pot aux roses et ont révélé les liens entre mon affaire qui se résume à la destruction de trois voitures qui transportaient des troupes et des armes de l'Armée Djiboutienne par les combattants du FRUD et l'affaire dit de soupçon de financement libyen de la campagne de Nicolas Sarkozy. Le juge Serge Tournaire, qui est aussi vice-président du Pôle financier de TGI de Paris, après la procédure engagée contre moi a eu la possibilité de partir à Djibouti dès le surlendemain pour auditionner un « *témoin* » capital de l'affaire libyenne. Un banquier intermédiaire-clé qui pourrait être impliqué dans l'affaire des financements libyens de la campagne présidentielle française de Nicolas Sarkozy. La presse a découvert aussi que la juge Djiboutienne Lamisse Mohamed Saïd, à l'origine de la commission rogatoire a assisté à l'audition du suspect Wahib Nacer en présence du Juge Serge Tournaire le 17 février à Djibouti. Ce sont ces éléments qui ont fait dire à certains journalistes qu'il y aurait eu échange des bons procédés, voire même de « *troc judiciaire* ».

**Afrikarabia : Votre statut de réfugié politique vous protège en France ?**

**Mohamed Kadamy :** Oui je pense que le statut me protège, notamment contre les agissements du pouvoir de mon pays, y compris de ses harcèlements judiciaires. D'où mon étonnement de l'acceptation par la justice française de cette commission rogatoire émise par la justice djiboutienne, dont le fondement et ses manifestations sont éminemment politiques. Or la convention d'entente judiciaire entre Djibouti et la France stipule expressément en son article 2 « *que l'entraide judiciaire pourra être refusée si la demande se rapporte à des infractions considérées par l'État requis soit comme des infractions politiques, soit comme des infractions connexes à des infractions politiques* ». Mais au-delà de mon cas personnel, cette affaire doit alerter tous les défenseurs des droits humains. Et en particulier ceux qui sont attachés aux droits d'asile politique, pour empêcher les tentatives des dictateurs africains de harceler au-delà des frontières leurs opposants qui fuient le calvaire de leur pays. Ces despotes qui sont des adeptes de la répression sans frontière. A cet égard, je remercie toutes les personnes qui se sont mobilisées dans le comité de soutien ou autres, pour dénoncer l'acharnement du dictateur de Djibouti contre ses opposants.

**Afrikarabia : Le pouvoir djiboutien a tenté de négocier avec vous. Que vous a-t-il proposé ?**

**Mohamed Kadamy :** Négocier est un bien grand mot que le pouvoir de Djibouti n'arrive pas à faire rentrer dans ses catégories de pensée. L'occasion lui a été offerte à plusieurs reprises de régler une fois pour toute cette crise qui a éclaté en 1991. Les deux accords de paix signés en 1994 et en 2001 avec ce pouvoir n'ont même pas eu un début d'application. Loin d'apporter une quelconque solution et d'atténuer les causes profondes qui furent à l'origine de déclenchement de la lutte armée, le régime n'a fait qu'aggraver la situation de la population sur le plan social.

**Afrikarabia : Dans quelles conditions vivent les Djiboutiens ?**

**Mohamed Kadamy :** Plus de 85% de la population ne mange pas à sa faim. Le blocus économique et sanitaire qui frappe les régions du Nord et du Sud-ouest depuis 1977 est devenu draconien. Les nourritures qui sortent de la ville d'Obock sont drastiquement rationnées.



Sur le plan des libertés et de la démocratie, il n'y a aucune avancée, sinon le refus d'accepter le verdict des urnes. Dès que le régime est en difficulté et aux abois, il aboie en disant « négociation, négociation »... Dernière tentative de ce genre en décembre dernier, le Premier ministre Abdoukader Kamil est venu nous rencontrer, porteur du message du Président de la République, comme quoi il veut négocier avec le FRUD et l'opposition. Nous lui avons répondu que le FRUD n'était pas contre le principe de négociation, mais qu'aucun pourparler n'aura lieu avec le Président de Djibouti sans une médiation et une garantie internationale. Parait-il que le dictateur était furieux de cette réponse.

**Afrikarabia : A votre initiative, vous avez réuni les principaux partis d'opposition au Bourget le 15 septembre dernier (ARD, RADDE, CDU, PADD, FRUD, FPC, UDJ, LDDH). Quel est l'objectif de cette nouvelle coalition?**

**Mohamed Kadamy :** Il ne s'agit pas d'une nouvelle coalition. Nous n'avons pas voulu réitérer les anciens schémas de coalitions faits à la hâte, qui n'ont pas eu de fin heureuse. Depuis l'indépendance, beaucoup de coalitions de l'opposition se sont succédées, la dernière en date étant l'Union pour le salut National (USN) qui a remporté les élections législatives en février 2013, que le pouvoir s'est appropriée frauduleusement. L'USN a éclaté, même si elle a accompli son rôle historique, en mettant à nu le roi, et en démontrant qu'Ismaël Omar Guelleh était massivement rejeté. N'empêche que le paysage politique est resté dévasté, et qu'on a assisté à une atomisation de l'opposition. C'est dans ce contexte que nous avons lancé l'idée d'une conférence la plus inclusive possible visant l'ensemble des forces démocratiques et des personnalités favorables au changement. Nous avons privilégié une approche par le bas, à savoir travailler dans un premier temps sur le programme essentiel sur lequel la grande majorité de l'opposition peut se mettre d'accord. Ce rassemblement a permis une avancée notable sur le fait que tous les participants sont tombés d'accord pour une transition démocratique à Djibouti, illustrée par l'Appel de Bourget.

**Afrikarabia : Ce sera une transition avec ou sans Ismaël Omar Guelleh ?**

**Mohamed Kadamy :** Une grande majorité de l'opposition ne peut pas envisager de travailler ne serait ce que quelques mois avec Ismaël Omar Guelleh. En attendant, nous allons essayer de travailler d'abord sur le contenu à donner et le contour de la transition. C'est ce que nous avons décidé lors d'une deuxième réunion à Bruxelles le 17 novembre 2018, afin de susciter une discussion entre les acteurs de changement pour arriver à une vision commune, et à une plate forme commune sur les points essentiels comme la révision de la Constitution, les questions liées à la citoyenneté, à la nationalité, au contenu et à la durée de la transition. Que les puissances militairement présentes à Djibouti ainsi que ses pays voisins le sachent, aucune sortie de crise ne pourra avoir lieu dans ce petit pays sans une transition démocratique. Le concept de la transition à la démocratie, forgé à partir des sorties pacifiques des dictatures latino-américaines, appliqué aux pays de l'Est à partir de 1989 et récemment en Tunisie et en Égypte, ne peut souffrir aucune autre alternative. Et dans le cadre de l'Amicale panafricaine, nous étudions la possibilité d'élaborer une plate forme commune de transition pour sortir des dictatures de certains États d'Afrique francophones ; Tchad, Gabon, Congo Brazza, Djibouti, Cameroun...

**Afrikarabia : Il y a peu de chance que le pouvoir accepte cette transition. Comment l'imposer ?**

**Mohamed Kadamy :** Dans une première étape, faire partager cette idée de transition qui fait déjà consensus au sein des forces de l'opposition par d'autres secteurs de la société y compris parmi certains soutiens du pouvoir. Mais bien sûr il nous faut créer un rapport de force susceptible de faire basculer cette dictature, car en dernier ressort, la politique est toujours une question des rapports de force. Enfin, il faut faire comprendre aux puissances militairement présentes à Djibouti que ce territoire n'est pas un « *Terra Nullius* » (un territoire sans maître – ndlr) et que les quelques 800.000 personnes qui y vivent aspirent à un changement démocratique. Sans transition, ce sera soit la continuité de ce régime, ce que peu de gens souhaitent, ou le chaos.

**Afrikarabia : La prochaine présidentielle est prévue en 2021. Vous ne croyez plus aux élections pour faire émerger une alternance politique à Djibouti ?**

**Mohamed Kadamy :** Ce n'est pas une question de croyance. Si la situation de Djibouti reste en l'état jusqu'en 2021 on ne pourra pas parler d'élection, ça sera une mascarade, comme d'habitude. Mais d'ici là beaucoup de choses peuvent changer.

**Afrikarabia : Le FRUD revendique toujours son statut d'opposition armée ?**

**Mohamed Kadamy :** Que l'on me traite de rebelle, cela me fait rien, « *Je souffrirai tous les malheurs de l'enfer si je devais consentir à prostituer mon âme* » disait Thomas Paine, un révolutionnaire américain. Je suis fier d'appartenir au mouvement de résistance du FRUD, qui par les sacrifices de ses membres a permis les premiers balbutiements de la démocratie, en obligeant le dictateur tropical à élaborer la première loi fondamentale en 1992, 15 années après l'indépendance. Le FRUD a été créé en août 1991 et devrait être aujourd'hui respecté comme un acteur porteur de changement et de progrès.

Le FRUD s'est levé contre les injustices, les violations des droits humains, c'est un mouvement de résistance à cheval sur les principes des droits humains. Il a toujours bien traité les prisonniers de guerre, la Croix Rouge internationale a témoigné dans ce sens. Alors que le régime torture toutes les personnes arrêtées, souvent à mort, comme le martyr Mohamed Ahmed dit Jabha qui a été assassiné dans les geôles après sept années de prison dans des conditions horribles. Le FRUD est le fruit d'une double culture : celle des sociétés de l'Est africaines où les alternances politiques ont été obtenues par la lutte armée comme en Éthiopie, en Ouganda, en Érythrée, au Rwanda ou au Congo, et de celle des pays francophones qui ont privilégiés les conférences nationales souveraines.

**Afrikarabia : Quel rôle doit jouer le FRUD dans cette nouvelle coalition d'opposition ?**

**Mohamed Kadamy :** Le FRUD qui est le plus ancien mouvement de résistance à la dictature, a un peu plus d'expérience que les autres organisations et surtout peut parler à tous les acteurs du changement et pratiquement à tous les partis. Il a un rôle important dans l'élaboration de la plate forme de transition et dans les rapprochements des forces politiques.

**Afrikarabia : Comment convaincre des mouvements d'opposition comme le MRD de Daher Ahmed Farah ou le Model de vous rejoindre ?**

**Mohamed Kadamy :** Je leur enverrai d'une manière très amicale le célèbre poème d'Aragon «*La rose et le réséda* » Un appel à l'unité dans la Résistance par-delà les clivages politiques et religieux : « *Quand les blés sont sous la grêle. Fou qui fait le délicat. Fou qui songe à ses querelles, Au cœur du commun combat* ». Au-delà de ce clin d'œil à l'histoire de la résistance française, il n'y a aucune raison importante à ce que nous ne nous retrouvions pas sur une plate forme commune de transition, d'autant plus qu'il s'agit de personnes qui luttent depuis des années contre la dictature de Guelleh. Mais d'une manière générale, les forces de l'opposition à Djibouti, comme d'ailleurs celles qui luttent contre d'autres dictatures africaines, doivent éviter, dépasser ce que Freud appelle le narcissisme des petites différences. Il s'agit d'oppositions ou de haines inexplicables entre personnes, ou groupes qui sont par ailleurs proches ou semblables, et qui surinvestissent leur différence.

**Afrikarabia : L'environnement régional a évolué autour de Djibouti, en Éthiopie, en Érythrée et en Somalie. Cela change-t-il la donne pour le président Ismaël Omar Guelleh ?**

**Mohamed Kadamy :** Le bouleversement régional qui vient de se produire avec l'avènement du nouveau premier ministre éthiopien Abiy Ahmed et le rétablissement de la paix entre l'Éthiopie et l'Érythrée, a pris totalement au dépourvu le Président de Djibouti. Ensuite, les rapprochements entre ces deux pays et la Somalie ont complètement isolé Ismaël Omar Guelleh. Perdant un peu les pédales, il s'est mis en tête de déstabiliser le nouveau régime d'Abiy Ahmed en fomentant des conflits ethniques dans la région Afar d'Éthiopie, ce qui fait dire à certains observateurs de la région que Guelleh se comporte comme un chameau essayant d'extirper l'épine de son pied, et l'enfonce encore d'avantage.

**Afrikarabia : Pouvez-vous compter sur l'aide de pays voisins pour mettre les autorités djiboutiennes sous pression ? On pense à l'Éthiopie ou à la Somalie ?**

**Mohamed Kadamy :** Nous considérons comme des aides précieuses de la part des pays de la région, le fait de ne pas soutenir la politique répressive du régime Guelleh. Car le problème pour Djibouti et pour la région, ce ne sont pas les opposants Djiboutiens, ce n'est pas le FRUD, ni ses dirigeants, c'est Ismaël Omar Guelleh. Pour le reste, le peuple de Djibouti est déterminé à faire basculer ce régime vers les poubelles de l'Histoire.

**Afrikarabia : Le Président français, Emmanuel Macron, va se rendre à Djibouti mi-mars, qu'attendez-vous d'une telle visite ?**

**Mohamed Kadamy :** Que le président Macron s'informe sur la situation réelle et explosive qui prévaut à Djibouti. Et qu'il écoute les clameurs des peuples d'Afrique et notamment de sa jeunesse, ainsi que les conseils de beaucoup d'observateurs français, de ne pas soutenir les dictateurs africains qui veulent mourir sur leur trône comme Ismaël Omar Guelleh, Paul Biya, ou Idriss Deby... Et surtout qu'il s'abstienne de vendre des armes à Djibouti qui sert à tuer son propre peuple et à fomenter des conflits meurtriers à caractère tribaux en Éthiopie et en Somalie. Source : afrikarabia.com



## DERAISONS D'ETATS

par **Mohamed Ali Abdou, ARD**

La présence annoncée d'un ministre des colonies, qui n'a laissé à Djibouti que le souvenir de l'arrogance coloniale, dans la délégation présidentielle française est une provocation. Elle risque de provoquer l'éruption d'une colère jusque-là contenue du peuple Djiboutien, mais aussi en Éthiopie où une population poussée dans ses derniers retranchements est plus que jamais mobilisée et déterminée à se défendre contre les permanentes tentatives de déstabilisation du régime Djiboutien.

La France est déjà pointée du doigt par l'opposition Djiboutienne qui a manifesté d'une manière unitaire à Bruxelles contre la demande d'extradition de Kadamy.

Rappelons encore une fois que Kadamy avait été extradé par le TPLF au pouvoir en Éthiopie à la veille de l'accession au pouvoir de l'actuel président Djiboutien et ce, dans le cadre d'un Accord secret de défense (le premier d'une série de trois qui ont tour à tour visé la rébellion du FRUD dirigée par Ahmed Dini, puis la communauté Oromo et enfin l'Érythrée) signé entre le TPLF et Djibouti. Cette extradition avait entraîné les repréailles armées du FRUD-ARME qui a, à l'époque ciblé les intérêts Éthiopiens sur le corridor routier reliant Djibouti à l'Éthiopie.

Cette demande d'une extradition qui ne se ferait pas sans conséquences graves pour les intérêts stratégiques de la France dans la corne de l'Afrique a pour principal mérite aujourd'hui de remettre au gout du jour la violation de l'Accord de Paix du 07 février 2000 signé à Paris justement et qui avait sorti Kadamy et nos camarades de prison. Cet Accord comme le suivant du 12 mai 2001, et comme celui signé avec l'USN le 30 décembre 2014, ont été violés par un homme sans foi ni loi, qui plus est en lice pour un cinquième mandat...

Cet acharnement contre un démocrate vient brutalement rappeler que ce pays et la Région ne connaîtront pas de Paix sans le règlement préalable des causes et conséquences d'un conflit armé qui a ravagé Djibouti durant une décennie et qui perdure faute de règlement.

N'ayant pas pu recommencer ce conflit à Djibouti grâce à la vigilance d'un peuple Djiboutien clairvoyant, il l'a transposé chez notre voisin, autant par cupidité (par une contrebande qui ruine deux États) que dans le vain espoir de demeurer au pouvoir en semant la zizanie entre communautés sœurs.

L'arrivée prochaine du président français (flanqué d'un colon) en cette période où les populations de la région poussées dans leurs derniers retranchements sont sur le pied de guerre et le resteront tant que perdurera cette situation de ni guerre ni paix, serait de notre point de vue inopportune car elle s'apparenterait à un soutien à une dictature qui déstabilise toute la région.

Un journal bien renseigné sur la Région, la Lettre de L'Océan Indien, affirmait sans être démenti par les États identifiés dans ses informations que l'Éthiopie détenait les preuves de l'implication de l'État Djiboutien dans les conflits qui agitent l'Éthiopie voisine (les armes récupérées par l'armée fédérale Éthiopienne sur les rebelles Ogaden provenant d'un stock d'armes fourni à Djibouti par le Japon qui a confirmé la provenance). Des containers d'armes et des valises en provenance de Djibouti ont également été saisis par le gouvernement fédéral Éthiopien.

Cette déstabilisation impunie de l'État djiboutien exaspère au plus haut point des populations avides de Paix et de Développement dans la Concorde, surtout lorsque le même journal nous apprend dans son édition suivante que la France s'apprête à fournir des armes au gouvernement Djiboutien sur financement saoudien !

**Y EN MARRE ! ET CA VA SE SAVOIR !**

**SI POUR DES RAISONS D'ETAT CES PAYS CONTINUENT DE COOPERER AVEC CETTE DICTATURE AU MEPRIS DES POPULATIONS, QU'ILS NE S'ETONNENT PAS DE LA CAMPAGNE D'INDIGNATION DE L'OPPOSITION SUR LES RESEAUX SOCIAUX SANS PREJUDICE D'UNE INDIGNATION PACIFIQUE DES POPULATIONS CONCERNEES !**

Avant, pendant et après l'arrivée du président français à Djibouti qui serait prévue pour le 12 mars 2019..

**Mohamed Ali Abdou, ARD**

\*